

Conseil d'administration
Juin 2022

En référence au point 5.2 de
l'ordre du jour

Ordre du jour : Rapports d'activité de la Présidente et du DG à l'intention des administrateurs et administratrices - juin 2022

Beaucoup de choses se sont passées dans le monde, pour la SDSR et pour l'IPPF depuis notre dernier rapport.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a rapidement dégénéré en un conflit chronique et complexe. Nous avons répondu par des interventions en matière de SSR et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes en Ukraine même ainsi que pour les réfugié-e-s en Pologne, Hongrie, Roumanie, Moldavie et Slovaquie. Nous avons financé ceux de nos partenaires de SDSR dont les besoins étaient urgents et nous nous sommes efforcés de rappeler à tous les acteurs que la SDSR est un pilier essentiel de toute intervention humanitaire (voir [a critical pillar](#)).

AFGA, notre AM en Afghanistan, continue à fournir des services de porte-à-porte dans 10 districts malgré le conflit, les sanctions et les restrictions imposées par les Talibans. Malheureusement, notre incapacité à lui fournir des fonds, en raison du régime de sanctions internationales en cours, constitue une sérieuse menace à ses opérations. Nous avons trouvé une solution temporaire, mais nous devons explorer des voies alternatives de transferts de fonds dans les contextes affectés par les sanctions – nous avons rencontré des obstacles similaires au transfert de fonds vers notre AM en Syrie.

Nous sommes très heureux de vous informer que notre **AM mauritanienne** accueillera un **centre MGF** visant à renforcer et unifier notre action grâce au plaidoyer, une offre de services et l'autonomisation des communautés, en rassemblant les meilleures pratiques émanant du Monde arabe, d'Afrique, de Malaisie et d'Indonésie.

En mars, la région du Monde arabe a organisé un atelier sur la gouvernance, auquel Sami Natsheh et Kate ont tous deux participé. La réunion de Tunis fut l'excellente occasion de rencontrer les président-e-s, les membres des conseils et les directeur-riche-s exécutif-ve-s des AM de la région. Les discussions furent constructives et débouchèrent sur un consensus clair eu égard à la nécessité de renforcer les capacités de gouvernance dans la région. Différents points de vue sur la meilleure façon d'y parvenir enrichirent les débats. Les participant-e-s exprimèrent également un soutien très chaleureux et appréciable au projet de stratégie IPPF28.

L'IPPF a répondu et accepté un appel à un **programme mondial de transformation de genre à l'intention des jeunes** de deux ans dans le cadre du Flux 2. Conformément à notre engagement en faveur d'une action centrée sur les jeunes et en réponse à l'appel à l'action du *Manifeste des jeunes de l'IPPF* intitulé *Nous ne voulons rien pour nous, sans nous*, les jeunes ont co-conçu un processus de théorie du changement, dirigé et géré par des jeunes, afin de faire monter d'un ou plusieurs crans l'activisme des jeunes de l'IPPF. **Reproductive Health Uganda (RHU)** a accueilli la plateforme virtuelle Global Youth Connect (GYC), concluant ainsi une consultation

avec les jeunes leaders de l'IPPF pour renforcer et améliorer la participation, le leadership et la communication des réseaux de jeunes de l'IPPF.

Grâce à nos merveilleux partenaires et à notre équipe régionale, nous continuons à reconstruire l'IPPF dans les **Amériques et les Caraïbes**. Nous avons maintenant sept partenaires de collaboration et en recherchons d'autres dans quatre autres pays. L'adhésion d'Aruba sera revue lors de la prochaine réunion du Comité des membres, et la Bolivie, l'Équateur, la Guadeloupe et la Martinique suivront sous peu. Trois autres organisations font l'objet de contrôles de diligence raisonnable. Notre bureau régional de Colombie est pleinement opérationnel et le bureau de Trinité-et-Tobago sera bientôt opérationnel, une fois les formalités bancaires complétées. Nous aurons besoin du soutien actif et de l'engagement des administrateur-riche-s pour certains détails administratifs, car la législation locale oblige le CA de l'IPPF d'être également l'organe de gouvernance du bureau.

Comme vous le savez, la fuite de l'opinion provisoire majoritaire de la **Cour Suprême des États-Unis** concernant **Roe v Wade** a de graves implications. Ce texte, qui donne un terrifiant avant-goût de ce que pourrait être la décision finale de la Cour, indique clairement qu'elle cherche à renverser le droit à l'avortement. En parallèle, à travers tous les États-Unis, les états conservateurs promulguent des lois « handmaid » (*référence au livre de Margaret Atwood, The Handmaid's Tale — la Servante écarlate – 1985*) qui verraient les femmes accusées d'homicide pour avoir avorté dans les cas de grossesse extra-utérine, de viol et/ou d'inceste. (*Voir [women charged with homicide](#)*). Les conséquences de cette régression s'étendront bien au-delà des États-Unis et se feront sentir pendant des décennies. En tant que fournisseur mondial de soins d'avortement sans risque, l'IPPF doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour résister, dénoncer et vaincre. Notre association membre – Planned Parenthood Federation of America (PPFA) – est en première ligne de la lutte pour le changement. Elle a lancé un mouvement **Bans of our bodies** (*ne touche pas à mon corps*) et nous demandons instamment à toutes les AM et à tous les partenaires de soutenir ce qui doit être une mobilisation mondiale contre cette attaque brutale contre l'autonomie corporelle (*Voir site [Bans of our Bodies](#)*).

Après 15 ans notre **Initiative de prise en charge complète de l'avortement (PCCA)** a pris fin en décembre 2021. La PCCA a soutenu des AM dans 23 pays de quatre régions pour fournir des soins d'avortement à plus de 873 000 clientes et des services de contraception à environ 7,2 millions de clientes. Une revue de fin de programme révèle que la PCCA a eu un impact transformateur. Elle a renforcé et institutionnalisé l'engagement de l'IPPF en faveur de l'IVG en aidant les AM à devenir des prestataires de premier plan de soins d'IVG de qualité. Bien que l'initiative soit désormais terminée, les AM continueront d'être soutenues pour élargir l'accès aux soins d'IVG grâce au programme 2022-2023 soutenu par le GDA (*grand donateur anonyme*) qui mettra davantage l'accent sur des modèles de soins innovants et centrés sur la personne.

Dans notre dernier rapport nous vous faisons part de discussions avec le gouvernement australien sur la poursuite de notre projet **SPRINT**. Nous sommes ravis de confirmer que nous avons signé un accord d'AUD12 millions sur 2 ½ ans, avec une option de prolongation de 2 ans supplémentaires. Cela signifie que nous pouvons renforcer notre réponse au sein des populations touchées par les crises dans la région Indopacifique, ainsi qu'en Asie du Sud et dans le Monde arabe. Nous notons que 13 réponses d'urgence sont soutenues cette année par le Flux 3 et huit par SPRINT.

En ce qui concerne des questions internes mais néanmoins toujours très importantes pour notre impact dans le monde :

- Sous la direction inspirée d'Abhina Aher et du C-SIP nous sommes sur le point de terminer les consultations sur la **Stratégie28**.

- Le **programme d'action de lutte contre le racisme** a organisé un atelier de deux jours très réussi sur « cadrage des atouts » [*asset framing, soit une méthode visant à définir l'autre par ses aspirations et contributions* –ndt], un webinaire sur la décolonisation de la recherche sur la SDSR et un atelier avec Plan International. En outre, l'IPPF et son AM partenaire, PPFA, continuent de collaborer afin d'apprendre l'une de l'autre et de construire une communauté d'action plus large. La déclaration sur l'antiracisme sera lancée lors de l'Assemblée générale.
- Le groupe de surveillance de l'Assemblée générale (AG) se réunit régulièrement pour aider à préparer l'Assemblée générale de Bogota, Colombie. L'équipe de soutien à l'AG du Secrétariat s'est récemment rendue chez Profamilia, hôte de l'AG, à la fois pour préparer l'Assemblée de novembre et pour célébrer la récente victoire des femmes en Colombie.
- Un groupe de travail a été mis en place en vue d'élaborer un 'Dispositif de responsabilité du Secrétariat' afin de rendre le Secrétariat plus comptable envers les AM. La première évaluation aura lieu en 2023, puis en 2025 avant la fin du premier BP (*budget/programme*) triennal. Cette évaluation sera menée chaque année avant la fin des trois ans du BP et les livrables du Secrétariat seront fondés sur les retours des AM. Cinq AM formeront le groupe de travail et toutes les AM auront la possibilité de fournir un retour d'information sur le dispositif pendant son développement et de nous aider ainsi à le piloter avant qu'il ne soit déployé à l'échelle mondiale.
- Les lignes directrices du Secrétariat relatives au *travail hybride* ont été élaborées pour nous aider à tirer parti de la diversité de nos différents contextes et pour nous aider à travailler plus intelligemment. Nous nous efforçons de mieux travailler en fonction des différents rythmes de temps et de lieux, au fur et à mesure que les restrictions liées à la Covid disparaissent et, pour ce faire, nous veillons à ce que la technologie soit à même de faciliter cette démarche. La première intégration de la prochaine génération de **leaders stratégiques** dans le secteur des relations extérieures s'est déroulée à Londres, fournissant un modèle sur lequel construire un nouveau cadre d'intégration mondial pour tous les collègues.

Nous sommes également heureux d'annoncer que le rapport annuel de performance 2021, qui sera bientôt publié, témoigne d'une forte croissance aux niveaux pré-pandémiques, malgré la perte des données d'impact des anciennes AM de WHR et la suspension du Kenya. Le nombre total de services fournis s'élève à 230 millions, soit une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente, et une augmentation par rapport à 2020 et 2018. Le CAP de l'IPPF CYP est de 28,9 millions, en hausse de 8% en glissement annuel et le niveau le plus élevé jamais enregistré à l'IPPF. Cela démontre la résilience et le redressement des AM face à la pandémie et leur adaptabilité aux nouvelles circonstances. En revanche, les premières données de plaidoyer indiquent un total de 115-120 victoires de plaidoyer pour 2021, ce qui est inférieur au chiffre de 136 enregistré en 2020. Les régions ACR, ESEAOR et SARO affichent des baisses significatives. Les raisons de ce déclin sont en cours d'évaluation.

WISH2ACTION (W2A) a également enregistré d'excellentes performances au cours de la période de prolongation sans frais, du 21 octobre au 22 mars, et le 8 avril nous avons signé un nouveau contrat avec le FCDO pour une prolongation chiffrée d'un an (mars 2023) pour un montant de £22,5 millions. A ce jour, W2A a touché 2,8 millions d'utilisateur-riche-s supplémentaires et 24 millions de CAP.

En cette clôture de l'exercice 2021, les **résultats financiers de l'IPPF** sont tout aussi exceptionnels compte tenu du climat économique. Nous n'avons pas eu recours aux mesures de soutien aux entreprises mises à disposition par le gouvernement britannique mais, bien entendu, nous avons été affectés par les réductions catastrophiques de l'APD. Néanmoins, les revenus de l'année (\$164,7 millions) n'ont diminué que de 0,8 % (\$1,4 million) par rapport à 2020. Grâce à une gestion financière plus rigoureuse et à la réduction des déplacements, les dépenses

totales (\$147,3 millions) ont diminué de 7,6 % (\$12,3 millions) par rapport à 2020, ce qui nous place dans une meilleure position pour financer le développement de la nouvelle stratégie (2023-28) et un cycle financier triennal plus prévisible.

FIN

Lise des mesures de suivi et cadre de performance amendé du DG en annexe.

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IPPF :
9 & 10 mars 2022
Décisions / Mesures

Vert - terminé
Jaune – en suspens

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
1.	<p>Procès-verbal de la réunion précédente</p> <p>Le Conseil adopte le procès-verbal de la réunion virtuelle du Conseil d'administration des 2 & 3 décembre 2021 comme rapport exact de ses délibérations.</p> <p>Conseil adopte le procès-verbal confidentiel de la réunion virtuelle du Conseil d'administration des 2 & 3 décembre 2021 comme rapport exact de ses délibérations, sous réserve des amendements que les membres du Conseil peuvent souhaiter communiquer à la Présidente.</p>	<p style="text-align: center;">Assistante personnelle du Directeur général</p>	<p>Immédiat</p>	
2.	<p>Politique de conflits d'intérêts</p> <p>Le Conseil approuve la nouvelle politique sur les conflits d'intérêts, sous réserve que les commentaires du Conseil y soient intégrés. La version finale sera distribuée au Conseil sous peu.</p>	<p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p>	<p>Mars 2022</p>	
3.	<p>Evaluation du Conseil et de ses membres (sur une base individuelle)</p> <p>Suite à la présentation du représentant du CNG, il est noté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'outil IPC approuvé par le CA sera utilisé comme base à l'évaluation des 3 membres sortants du CA. • Le CNG s'entretiendra également avec la Présidente du CA ainsi qu'avec chacun-e des trois administrateurs. • Suite à cela, une décision sera prise quant au renouvellement des mandats de ces 3 personnes. 	<p>Présidente du CA</p> <p>Président du CGN</p>	<p>Avril 2022</p>	
4.	<p>CADRE D'EVALUATION DE LA PERFORMANCE DU DG</p> <p>Il est noté que les commentaires du Conseil</p>	<p>DG/ Présidente</p>	<p>Mai 2022</p>	

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
	seront intégrés au document relatif au cadre d'évaluation de la performance du Directeur général et que ce document sera à nouveau communiqué au Conseil.			
5.	<p>Mandats et rotation des membres des instances de gouvernance</p> <p>Le Conseil considère l'échelonnement des mandats des membres individuels des comités du Conseil et demande aux président-e-s de ces derniers d'examiner cette question et de revenir devant le Conseil lors de sa réunion de juin 2022 avec des propositions sur la marche à suivre.</p> <p>Résolution concernant l'harmonisation des politiques de l'IPPF relatives aux mandats des organes du Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> • Considérant les amendements précédents apportés à la politique 1.8 de l'IPPF qui ont supprimé la limitation à un seul mandat des administrateur-riche-s externes. • Considérant la nécessité d'assurer la cohérence et l'homogénéité de toutes les politiques pertinentes de l'IPPF sur la possibilité pour tou-te-s les administrateur-riche-s et les membres du Comité de servir jusqu'à un total de deux mandats. • Prenant en considération les défis et les ressources nécessaires au recrutement des membres des instances de gouvernance de l'IPPF. • Tenant compte de la position de l'IPPF de donner des chances égales à tous et toutes. <p>Le Conseil d'administration approuve les amendements de toutes les politiques pertinentes de l'IPPF qui limitent le mandat des membres externes à un seul mandat afin qu'ils/elles puissent également se présenter pour un maximum de deux mandats et demande au Secrétariat de donner effet à ces amendements dans le « Manuel des politiques de l'IPPF ».</p>	<p>Tous les président-e-s de Comités du CA</p> <p>Présidente du CA de l'IPPF</p> <p>Directeur, Gouvernance & Accréditation</p>	<p>Mai 2022</p> <p>Immédiat</p>	
6.	<p>Assemblée générale 2022</p> <p>Le Conseil approuve la démarche visant à assurer la réussite de l'Assemblée générale – voir document référencé <u>CA/03.22/DOC/3.2.</u></p>	<p>Directeur, relations extérieures</p> <p>Toutes et tous de noter</p>	<p>Immédiat</p>	

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
	Le Conseil approuve la création d'un groupe de surveillance chargé de guider et superviser les préparatifs de l'Assemblée générale.			
7.	<p>Poste de Vice-président-e du Conseil</p> <p>Le Conseil approuve le processus de création du poste de Vice-président et la cessation de celui de trésorier ainsi qu'il est détaillé dans le document <u>CA/03.22/DOC/3.3.</u></p> <p>Il est noté que la communication de cette proposition aux AM doit être faite avec soin et précaution, car nombreuses d'entre elles fonctionnent dans le cadre d'une structure de gouvernance avec poste de trésorier, et dans certains pays, c'est une exigence légale.</p>	<p>Conseil juridique</p> <p>Présidente du C-FAR</p> <p>Directeur Finance & Technologie</p> <p>Directeur, Gouvernance & accréditation</p>	Mai 2022	
8.	<p>Charte de la Fédération et marque</p> <p>Le Conseil approuve la proposition de développement d'une <i>Charte de l'IPPF</i> ainsi que la création d'une marque mondiale plus forte qui s'appuiera sur l'identité individuelle des AM tout en exprimant l'universalité des droits sexuels et reproductifs et en incarnant la solidarité mondiale.</p>	Directrice, relations extérieures	Le travail de commencer lorsque les fondamentaux de la stratégie auront été établis	
9.	<p>RAPPORT DU C-FAR</p> <p>Le Conseil, suivant les recommandations du C-FAR :</p> <p>Prend note du rapport du C-FAR et des mesures prises.</p> <p>Approuve l'affectation au 31 décembre 2021 des sommes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> Un financement supplémentaire afin de commencer l'examen et la négociation avec les membres du régime de retraite à prestations déterminées, l'objectif étant de réduire le passif global, soit \$4 millions. Un financement exceptionnel (solde) du triplé à remettre sous forme de subventions de trésorerie et en nature, sur les fonds reçus tardivement en 2021 du gouvernement danois - \$ 2 675 083,64. Fonds alloués pour l'Assemblée générale en 2022 - \$ 340 000. Subvention d'urgence allouée en 2021 à 	Directeur Finance & Technologie	Immédiat	

	MESURES	RESPONSABLE	DATE BUTOIR	SITUATION
	<p>l'Afghanistan dans le cadre du Flux 3 - \$ 199 089.</p> <p>e. Révision du budget 2022 du Secrétariat unifié résumée à l'annexe A.</p> <p>Approuve une réunion supplémentaire et virtuelle du Conseil qui se tiendra le 8 ou le 9 décembre 2022, afin de répondre à d'importantes demandes opérationnelles/statutaires, notamment l'approbation du budget pour 2023-25.</p>			
10.	<p>Protection et gestion des incidents</p> <p>En réponse à une demande de communication au Conseil d'informations sur les cas susceptibles de présenter un risque pour la Fédération, y compris les risques financiers, la responsable de la protection indique que ces informations sont annuellement communiquées aux assureurs de l'IPPF et qu'elle étudiera la manière dont elles peuvent également être transmises au Conseil.</p>	Responsable de la protection	Juin 2022	
11.	<p>Résolution concernant IPPF Worldwide Inc</p> <p>Le Conseil approuve la délégation de pouvoir au Directeur général de nommer les Directeurs d'IPPF WWI et ratifie les noms des Directeurs actuels, les nominations des anciens Directeurs et les décisions qu'ils/elles ont prises.</p>	Directeur Finance & Technologie	Immédiat	
12.	<p>Documents du réunion du Conseil</p> <p>Il est noté que certains documents de cette réunion du Conseil d'administration n'ont pas été distribués dans le délai convenu de deux semaines en amont de la réunion, y compris certains documents dans des langues autres que l'anglais. La Présidente souligne la nécessité pour les membres du Conseil de recevoir les documents dans les délais convenus, afin de leur laisser suffisamment de temps pour se préparer correctement à la réunion. Le DG convient de veiller à ce que le secrétariat s'efforce de respecter ce délai pour les réunions futures. Il est convenu que cela sera également souligné dans le plan de travail du Conseil.</p>	<p>DG</p> <p>Présidente</p>	Immédiat	

BUDGET 2022 DU SECRETARIAT UNIFIE

(chiffres en US\$ '000)

	Budget approuvé	Ajustements nets	Budget révisé
Produits			
Non restreintes	67 445	(768)	66 677
Affectées			
Restreintes	10 220	768	10 988
Total produits	77 665	0	77 665
Charges			
Non restreintes	66 220	-	66 220
Affectées	6 776	9 881	16 657
Restreintes	27 003		27 003
Total charges	99 999	9 881	109 880
Non restreintes	1 225	(768)	457
Affectées	(6 776)	(9 881)	(16 657)
Restreintes	(16 783)	768	(16 015)
Excédent total	(22 334)	(9 881)	(32 215)

Révision du cadre d'évaluation de la performance du DG, avec réalisations

Lors de sa réunion du 09/03/22, le Conseil d'administration demanda que le cadre d'évaluation provisoire de la performance du DG soit revu. Les principales suggestions sont les suivantes :

- Déplacer l'accent du moyens vers la fin (« résultats » ou « produits »)
- Mettre davantage l'accent sur l'engagement des parties prenantes, le plaidoyer et les droits humains
- Rendre plus apparente une contribution plus spécifique à une réflexion prospective dans le document
- Référence à l'adaptation au monde du travail post-pandémique pour inclure explicitement le développement du travail hybride, et un investissement dans la santé et le bien-être

	Objectif	Résultats escomptés	Indicateurs (décembre 2022)
Santé de la Fédération	1. AM, Centre, la Fédération.	1.1. Reconstruction dans les Amériques et Caraïbes 1.2. Le Secrétariat d'être plus directement comptable envers les AM 1.3. Les centres (géré par les AM) et fonds de la Fédération d'être relancés	1.1.1. Nouveaux PC en 2021 (Aruba, Bolivie, Brésil, Cuba, Equateur, Guyane, Honduras, Guadeloupe, Martinique) intégrés et sur la voie de l'adhésion 1.1.2. Partenaires de collaboration identifiés en Haïti, Guatemala, Argentine, Nicaragua, Venezuela 1.2.1. Création d'un process pour « accréditer » et rendre compte du travail du Secrétariat 1.3.1. Avoir évalué les centres et les fonds [AM], tiré des enseignements et préparé le cycle 2
	2. Guider la réforme de la gouvernance	Organisation d'une AG réussie qui a dynamisé la Fédération 2.2. Amélioration de la gestion des risques et de la réputation de la marque 2.3. Financer et guider l'initiative de réforme de la gouvernance	2.1.1. Objectifs de gouvernance atteints et évaluation positive des participant-e-s 2.2.1. Renforcement de la confiance des donateurs grâce au déploiement du cadre d'assurance globale et à la refonte du système d'accréditation 2.3.1. Financer et guider l'initiative de réforme de la gouvernance
	3. Déployer le nouveau modèle d'allocation des ressources	3.1 Réduction des coûts transactionnels des AM et augmentation de la prévisibilité 3.2 Donner forme et intégrer le portefeuille des projets restreints de manière plus délibérée et stratégique	3.1.1. Passage réussi à des analyses de rentabilité triennales et amélioration de la gestion des bons d'AT [retour des AM] 3.2.1 Lancement d'un consortium de jeunes transformateurs dans le cadre du Flux 2 3.2.2 Intégration des 3 flux et du tableau de bord des performances des projets restreints (au moins pour l'humanitaire ou les jeunes)
	4. Aider à la formulation de la stratégie 2028	4.1. Approbation enthousiaste de la stratégie 2028 avec le soutien des AM et des donateurs	4.1.1. Guider la consultation autour, et le développement, de la stratégie 2028 jusqu'à son approbation 4.1.2. Définition de la vision et des livrables pour l'année 6, afin de mettre en œuvre la stratégie et le cadre de résultats
	5. Autonomiser les jeunes et investir dans le leadership	5.1. Augmentation des ressources allouées aux initiatives menées par les jeunes 5.2 Renforcement du programme de développement du leadership	5.1.1. A contribué à transférer les ressources du Flux 1 (subventions aux AM, bons d'AT) aux jeunes pour qu'ils prennent leurs propres décisions 5.2.1. Mise en place d'un soutien pour la 1 ^{ère} cohorte 1 de l'International Masters for Practicing Managers (IMPM) et sélection de la 2 ^{ème} cohorte

Leviers du Secrétariat	6. Contemporanéiser la philosophie et la pratique de RH	6.1. L'AG a donné un mandat à la Fédération pour traiter de l'intersectionnalité au sein de la Fédération 6.2. Mise en place d'un système d'évaluation du travail et d'une grille de salaire équitable et compétitive, réduisant encore l'écart de rémunération entre les genres 6.3 S'ajuster à un monde du travail post-pandémie	6.1.1. Mise en œuvre du plan d'action antiracisme du Secrétariat et contribution à la production d'une déclaration publique convaincante de l'AG qui transforme services, programmes, plaidoyer et culture 6.2.1. Déploiement du référentiel (benchmark) salarial Birches ; mise en œuvre de la phase II et maintien d'une performance très élevée dans la notation 50/50 de Global Health 6.3.1. Exploration et développement d'un régime de travail hybride avec le comité de l'association du personnel 6.3.2. Augmentation des investissements dans la santé et le bien-être. Contrôle de la rotation du personnel
	7. Faire progresser les parcours financiers et informatiques	7.1. Meilleur contrôle budgétaire du Secrétariat 7.2. Alignement des achats/de la passation de marchés dans tout le Secrétariat	7.1.1. Optimisation de Netsuite et introduction du nouveau module de planning et de budgétisation 7.2.1. Elaboration et mise en oeuvre de nouvelles politiques et procédures
	8. Communiquer	8.1. Meilleure communication intra-AM 8.2. L'IPPF renforce son profil en tant que défenseur courageux et vocal des droits sexuels et reproductifs	8.1.1. Suivi par le biais de statistiques du Forum des AM 8.2.1. Au moins 12 articles différents dans des publications influentes et 12 articles sur nos canaux numériques en 2022
Impact & innovation programmatique	9. Stimuler l'impact du plaidoyer	9.1. Augmentation de l'impact du plaidoyer au niveau national 9.2. Positionnement de l'IPPF comme leader sectoriel	9.1.1. Augmentation du nombre de victoires en matière de plaidoyer (suivi grâce au BPA), obtenue en s'appuyant sur l'Agenda commun du plaidoyer 9.1.2. Mise en œuvre d'une réponse réfléchie et coordonnée à la RvW (Roe/Wade) et prévention de l'effet domino 9.1.3. Utiliser la participation à la commission de la CIPD25 pour améliorer le positionnement de l'IPPF.
	10. Services	10.1 Renforcement de l'approche de l'IPPF concernant l'autogestion des AM 10.2 Optimisation de l'utilisation des plateformes de PF à fins d'une prévention biomédicale du VIH	10.1.1 Soutien au Consortium mondial sur la promotion de la santé pour atteindre des objectifs et exercer une influence au-delà de ses membres 10.2.1 Optimiser l'utilisation des plateformes de PF à fins d'une prévention biomédicale du VIH
	11. Les SDSR en contexte humanitaire	11.1 Accroître portée et qualité dans les contextes humanitaires 11.2 Mobiliser des fonds supplémentaires (humanitaires)	11.1.1 Lancer SPRINT 4, consolider le Flux 3 et les centres de développement des capacités humanitaires 11.2.1 # Personnes atteintes en contextes humanitaires (BPA) 11.3.1 Ressources suivies par le biais des projets et rapports
	12. Données de performance et veille économique	12.1 La nouvelle stratégie se traduit par un cadre de résultats qui favorise la transformation	12.1.1 approbation de l'AG
	13. Mobiliser des ressources	13.1 Maintenir les fonds non restreints aux niveaux budgétés 13.2 Lancer le programme de dons individuels aux Etats-Unis	13.1.1 Rapports financiers et comptes audités 13.1.1 Rapports financiers et comptes audités

Il s'agit d'un vaste ensemble très large de priorités et la mesure de la performance individuelle s'articulera autour de 3 indicateurs clés :

1. Réalisation du business plan du Secrétariat avec un équilibre des priorités
2. Réalisation d'une Assemblée Générale réussie sur la base des objectifs qui auront été atteints et l'évaluation des participant-e-s
3. Direction d'une équipe de direction performante, motivée et résiliente, dans le cadre de l'évaluation à 360°.